



Les perspectives de la sécurité alimentaire



Cher(e)s lecteurs/lectrices,

C'est avec un plaisir renouvelé que nous partageons avec vous ce bulletin d'information qui montre renseigne sur le travail de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture au Sénégal.

Je réitère toute ma compassion à tout le peuple sénégalais durant cette période difficile que traverse le monde entier du fait de la pandémie de la covid-19. Ensemble, dans le respect des consignes, nous viendrons à bout de cette crise sanitaire qui entraîne aussi une crise économique.

Je voudrais renouveler l'engagement de la FAO à accompagner le gouvernement du Sénégal dans sa lutte contre la propagation du virus qui affecte tous les secteurs d'activité.

C'est dans le cadre de cet appui pour répondre à la covid-19 que la FAO au Sénégal a initié le programme «Le panier de la ménagère» pour aider les ménages en situation d'insécurité alimentaire. Ensemble avec les partenaires et le gouvernement, nous visons à préserver les systèmes alimentaires locaux.

Ce bulletin montre l'action de la FAO au Sénégal pour renforcer la résilience des ménages vulnérables durant cette période. Elle montre aussi le travail de la Représentation en matière de sécurité sanitaire des aliments pour limiter la propagation des maladies d'origine alimentaire et dans le domaine de la nutrition pour des régimes alimentaires sains et diversifiés.

Bonne lecture!

Gouantoueu Robert GUEI
Représentant de la FAO au Sénégal

Sommaire

- Le panier de la ménagère 2
- La pêche cotière au Sénégal 3
- La sécurité sanitaire des aliments 5
- L'éducation nutritionnelle 6

«Le panier de la ménagère» lancée pour répondre à la covid-19

Protéger les systèmes alimentaires locaux et améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de ménage vulnérables en zones rurale, urbaine et périurbaine



Agricultrice de gombo, Sénégal.

Le Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural (MAER), avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes) et le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), a lancé officiellement l'initiative «Le panier de la ménagère» pour répondre à la crise de la covid-19 au Sénégal.

Depuis l'apparition du 1er cas positif de covid-19 au Sénégal, le 2 mars 2020, l'État n'a cessé de multiplier les mesures visant à freiner la propagation de ce virus sur le territoire. Le Président de la République, Macky Sall, a décrété un ensemble de mesures fortes parmi lesquelles, l'État d'urgence, l'interdiction des rassemblements de foules entraînant le mauvais fonctionnement des marchés ruraux, le couvre-feu et l'État d'urgence limitant les échanges entre les régions, entre autres.

Ces mesures ont de conséquences négatives réelles sur les capacités de production des petits producteurs et de commercialisation de leurs produits. Près d'1 million de poulets et plus de 5200 tonnes de produits maraîchers sont en souffrance du fait des difficultés d'accès aux marchés, plus de 1200 femmes ne parviennent plus à vendre leur production laitière. Par ailleurs, l'arrêt des exportations a entraîné un manque à gagner au secteur de la pêche qui a représenté 16 % des

recettes totales des exportations nationales en 2018.

L'alimentation et l'agriculture durables ont un potentiel considérable pour revitaliser le paysage rural, assurer la croissance de manière inclusive et susciter des changements positifs chez les petits producteurs fortement impactés. De plus en plus d'efforts sont nécessaires afin d'assurer le bon fonctionnement des chaînes de valeur alimentaire et de promouvoir la production et la disponibilité d'une alimentation nutritive, diversifiée et sans risque pour tous. En faisant ainsi, il est important de placer en priorité la santé des consommateurs et des travailleurs et d'adopter de bonnes mesures de salubrité comme les tests, la distanciation sociale et d'autres mesures d'hygiène.

Selon le ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural, Moussa Baldé, «à ce stade, il est difficile de mesurer les impacts réels sur la santé publique, l'économie, l'environnement, et sur les moyens de subsistance des populations». Il est d'avis qu'il faut «se poser d'ores et déjà des questions sur les implications alimentaires pour les Sénégalais, et aussi de contribuer à la réflexion globale sur la résilience et la durabilité de nos systèmes alimentaires dans la riposte à la covid-19 et post covid-19».

Production locale pour une assistance alimentaire à 300 000 personnes

L'initiative «Le panier de la ménagère» entre dans le cadre de la mise en œuvre du plan de réponse des Nations Unies et a pour objectif de protéger les chaînes d'approvisionnement alimentaire et les producteurs locaux particulièrement les femmes et les jeunes afin d'apporter une assistance alimentaire aux ménages sénégalais qui pourraient être plus touchés par un confinement général de la population dans ce contexte de pandémie. L'initiative vise à contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages vulnérables situés en zones rurales, urbaines et périurbaines et affectés par l'impact du confinement.

«Le panier de la ménagère est un pont entre les producteurs qui n'arrivent pas à écouler leurs produits alimentaires et les ménages qui sont en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle», a expliqué le Coordonnateur du Bureau sous-

régional de la FAO pour l'Afrique de l'Ouest et Représentant de la FAO au Sénégal, Gouantoueu Robert Guei.

«Le programme Panier de la ménagère rentre en droite ligne avec notre initiative appelé les femmes font partie de la solution. Les femmes font partie aussi bien des petits producteurs mais seront aussi des bénéficiaires » a indiqué la Directrice régionale d'ONU Femmes Afrique de l'Ouest et du Centre, Oulimata Sarr.

«La réponse à la covid-19 n'est pas que sanitaire. Nous devons faire en sorte de protéger les femmes et les filles affectées par la baisse des revenus, l'accroissement des tensions au sein des ménages et exposées au risque de violences basées sur le genre», a plaidé la Représentante Résidente de UNFPA, Cécile Compaoré Zoungrana.

Les enfants, les femmes et les jeunes sont les cibles de l'initiative conjointe «Le panier de la ménagère» avec un budget de près de USD 450 millions. Il vise à protéger la production locale et à faciliter l'écoulement des récoltes. Il permettra de renforcer l'accès aux aliments variés et diversifiés et l'état nutritionnel de 300 000 personnes, soit environ 37 500 ménages vulnérables. Le Programme soutiendra leurs capacités financières via des transferts monétaires inconditionnels et aidera à réduire leur exposition à la covid-19 en cassant la chaîne de contamination possible lors de leur approvisionnement alimentaire dans les marchés, les tables de rue, les cantines, etc. Grâce à cette initiative, la rentabilité économique des activités d'au moins 1000 femmes productrices devront aussi être améliorée.

Agir ensemble pour freiner la covid-19

FAO, ONU Femmes et UNFPA ont initié une action conjointe visant à renforcer la résilience des populations vulnérables, notamment les enfants, les femmes et les jeunes. Ces agences sœurs ont décidé de contribuer pour près de XOF 450 millions pour renforcer les systèmes alimentaires à travers cette belle initiative. Pour assurer la cohérence des interventions, la mise en œuvre du programme sera assurée à travers des partenariats stratégiques avec le Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural et celui de la Femme de la Famille et du Genre.

À Djirnda, les habitants veulent désespérément retourner à la pêche

La pêche côtière au Sénégal durement touchée par les mesures de prévention de la propagation de la covid-19



Pêche dans le Sine Saloum, Sénégal

M. Elhadj Issakha Sarr tire la sonnette d'alarme. Jusqu'ici, raconte ce pêcheur et mareyeur de 52 ans, les gens de Djirnda ont réussi à s'en sortir. «Maintenant», ajoute-t-il, «ils n'en peuvent plus».

Niché dans un îlot dans le delta du fleuve Saloum au sud du Sénégal, près de la Gambie, le petit village de Djirnda vit essentiellement de la pêche. Cependant, les mesures prises par les autorités sénégalaises pour contrôler la propagation du coronavirus ont mis cette communauté à genoux.

Tout d'abord, dit M. Issakha, il y a eu le couvre-feu. Personne n'est autorisé à sortir de huit heures du soir à six heures du matin. Cela a mis un terme à la pêche à la crevette qui a lieu la nuit. Selon M. Issakha, les crevettes représentent environ 25% des captures de Djirnda. Les femmes ont été les plus touchées, dit-il. Elles se concentrent sur le séchage des crevettes et le fumage du poisson. Sans crevettes et sans commerçants du Burkina Faso ou de la Guinée qui achètent la plupart de leurs produits, elles sont à bout de souffle. D'autant plus que l'autre débouché pour les produits tels que les poissons, le port voisin de Joal, ne peut pas être atteint en raison de l'interdiction de transport interurbain.

Les hommes aussi ont du mal, ajoute M. Issakha. «Vous pouvez toujours aller à la pêche pendant la journée», explique-t-il, «mais vous ne savez pas vraiment si vous allez vendre».

Des mesures d'urgence telles que l'interdiction de transport, les fermetures des marchés et la suspension des exportations, ont fortement impacté le secteur de la pêche, selon Ibrahima Lo, qui est en charge de la pêche dans la région de Fatick où Djirnda est située. «Pêche, transformation, commerce - tout le secteur a été touché», explique M. Ibrahim Lo. Le risque de crise alimentaire résultant d'un ralentissement des activités et d'une perte de revenus est réel, ajoute-t-il.

L'impact évident de la covid-19

Djirnda n'est pas un cas isolé. Les communautés le long de la côte du Sénégal sont confrontées à des défis similaires maintenant que la pêche, un moteur de l'économie fournissant 16% des exportations nationales en 2018, a cessé de fonctionner. L'impact de la covid-19 ne se fait pas sentir uniquement sur la pêche, explique M. Robert Guei, Coordonnateur sous-régional de la FAO pour l'Afrique de l'Ouest et Représentant au Sénégal. Tous les secteurs de la production alimentaire sont en grande difficulté. «La FAO s'adapte à la nouvelle norme», dit-il. «Notre priorité à court terme est d'éviter que la crise sanitaire causée par la pandémie ne devienne une crise alimentaire».

Pour maintenir la chaîne d'approvisionnement alimentaire viable, la FAO s'est associée au Gouvernement du Sénégal, à l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes) et au Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) pour lancer l'initiative «Panier de la ménagère». Cette initiative vise à créer un pont entre les producteurs, qui ne peuvent pas vendre leurs produits alimentaires en raison des restrictions liées à la covid-19, et les ménages confrontés à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Amélioration de la pêche côtière

«À long terme, nous devons nous adapter et aider à trouver de nouvelles solutions pour venir en aide aux plus vulnérables», explique M. Nathanael Hishamunda, responsable du *Program FishCodes* à la FAO. Au Sénégal, M. Hishamunda s'attend à ce que la pêche côtière fasse partie de la solution.

La pêche côtière représente environ 80% de la capture totale du Sénégal et représente la majorité des emplois dans la pêche et la transformation artisanales - environ un demi-million. Cela explique

le fait que l'Initiative Pêche Côtière (*Coastal Fisheries Initiative - CFI*), un effort mondial pour améliorer la gestion des pêches côtières et conserver la biodiversité marine, travaille avec les communautés locales au Sénégal.



Mbour, Sénégal: les gens attendent sur la plage aux premières heures du matin pour que les pêcheurs déchargent leurs prises. Le poisson sera vendu localement et emballé pour l'exportation.

«La pêche est une bouée de sauvetage pour les communautés côtières du Sénégal», explique Mme Leah Karrer, spécialiste principale de l'environnement au Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) qui finance la CFI. «Comme la pandémie de coronavirus nous montre de façon spectaculaire aujourd'hui, nous devons prendre soin de l'environnement si nous voulons une croissance durable pour les personnes et la planète».

En février, avant la première apparition de la covid-19 au Sénégal, les dirigeants de la communauté locale de pêcheurs de Djirnda ont discuté avec la FAO des défis de la pêche artisanale dans le delta du Saloum. Ils ont exprimé la nécessité d'une digue pour protéger l'espace de travail des femmes contre les inondations. Ils ont également convenu d'intensifier la surveillance pour sauvegarder les espèces menacées dans les aires marines protégées.

M. Elhadj Issakha Sarr, qui a pris part à la discussion, aimerait pouvoir à nouveau se concentrer sur ces questions. Mais, tout cela semble très loin. À l'heure actuelle, les habitants de Djirnda ont des préoccupations plus urgentes, dit-il. Tout ce qu'ils veulent, c'est retourner à la pêche. «Il s'agit d'une question de survie».

Comment la covid-19 affecte-t-il les systèmes alimentaires des pêches et de l'aquaculture?

«Toutes les activités requises pour livrer du poisson et des produits à base de poisson, de la production

au consommateur final, est soumis aux effets indirects de la pandémie par le biais de nouvelles mesures sanitaires, de l'évolution des demandes des consommateurs, de l'accès aux marchés ou de problèmes logistiques liés au transport et aux restrictions frontalières. Cette situation, à son tour, a un effet néfaste sur les pêcheurs et les pisciculteurs, ainsi que sur la sécurité alimentaire et la nutrition des populations qui dépendent fortement du poisson pour les protéines animales et les micronutriments essentiels» comme c'est décrit dans le résumé de la nouvelle note d'orientation de la FAO. Cette note d'orientation passe en revue les défis actuels et propose des mesures pour protéger la production, les revenus du secteur et les plus vulnérables, ainsi que pour maintenir les opérations et soutenir la chaîne d'approvisionnement.

Le Sénégal outillé pour limiter les risques de propagation des maladies d'origine alimentaire

Un plan national opérationnel pour répondre aux urgences de sécurité sanitaire des aliments



Préparation de la viande salée en suivant des mesures hygiéniques pour la sécurité sanitaire des aliments

Le Sénégal dispose du premier Plan national de réponse aux urgences de sécurité sanitaire des aliments (PNRUSSA) dans la Région africaine. C'est un plan d'intervention pour documenter et planifier les actions à mener en situation d'urgence de sécurité sanitaire des aliments (SSA). Le PNRUSSA permet d'identifier et de gérer avec plus d'efficacité les situations d'urgence en apportant des réponses coordonnées en temps opportun pour limiter les risques de propagation des maladies d'origine alimentaire et protéger la santé des consommateurs.

Validé en février 2019 par le Haut conseil national de la sécurité sanitaire mondiale «One Health» comme document national de référence pour la gestion des urgences en matière de SSA, le PNRUSSA a fait l'objet de deux simulations «sur table» en 2017 et en 2019. Le but était d'exercer les différentes parties prenantes du système national de SSA et de mettre en œuvre les procédures opérationnelles standards du plan. Ces exercices seront suivis d'une simulation sur le terrain au courant de l'année 2020.

L'opérationnalisation en cours du PNRUSSA au Sénégal est l'un des résultats phares du projet «Amélioration des capacités de surveillance intégrée et de réponse aux urgences de sécurité sanitaire des aliments au Sénégal et au Burkina Faso» mis en œuvre par l'Organisation des Nations pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et financé par le Grand-Duché de Luxembourg. En tant que projet de coopération sud-sud, le Sénégal appuie le Burkina Faso, pour l'élaboration de son PNRUSSA. Le groupe technique de travail pour l'élaboration de ce plan est officiellement installé. Des journalistes de ces deux pays de mise en œuvre ont été aussi sensibilisés aux questions de sécurité sanitaire des aliments.

Une collaboration multisectorielle et pluridisciplinaire

Les toxi-infections d'origine alimentaire en effet conduire à des situations d'urgence si le pays n'est pas préparé à y répondre. Elles peuvent entraîner de graves conséquences sur la santé publique, sur la sécurité alimentaire mais également sur le plan économique, avec de possibles répercussions à l'échelle régionale et internationale. C'est pour limiter les risques de propagation des maladies d'origine alimentaire et protéger la santé des consommateurs au Sénégal que le PNRUSSA a été élaboré dans le cadre d'un premier projet SSA «Renforcement de la capacité de surveillance, d'alerte rapide et de préparation à la gestion des urgences de sécurité sanitaire des aliments dans la région de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et mise en œuvre au Sénégal» financé par le même bailleur et mis en œuvre de 2015 à 2017.

Le PNRUSSA a été élaboré avec la participation de toutes les parties prenantes du système SSA au Sénégal notamment les autorités compétentes, les associations de consommateurs, les laboratoires du

système de sécurité sanitaire des aliments (SSSA) et les autres institutions du SSSA (le Centre anti poison, l'Association sénégalaise de normalisation et la Direction du redéploiement industriel). Les compétences techniques de l'ensemble des parties prenantes ont été renforcées dans le domaine de l'analyse des risques, du profilage et de la gestion des urgences.

Le projet a aussi aidé à la redynamisation du Comité national du Codex Alimentarius (CNCA) qui assure en la coordination. Le CNCA est un cadre de concertation et de collaboration multisectorielle et pluridisciplinaire regroupant toutes les institutions gouvernementales et non gouvernementales du système national de sécurité sanitaire des aliments. Avec l'appui du projet, des associations de consommateurs sur la problématique de la SSA ont mis en place un réseau qui, aujourd'hui, peut mieux traiter l'information et la communiquer aux consommateurs.

Un plan de surveillance des résidus de pesticides dans les fruits et légumes

Parmi les résultats du projet démarré en 2018, il y a aussi le plan de surveillance des résidus de pesticides dans les fruits et légumes au Sénégal. L'objectif est de générer des données sur les résidus de pesticides dans les produits maraichers produits localement ou importés mais aussi, d'évaluer le niveau d'exposition des consommateurs. Ce plan est mis en œuvre par la Direction de protection des végétaux (DPV) et le laboratoire de la Fondation du Centre régional de recherches en écotoxicologie et sécurité environnementale (CERES Locustox), sous la supervision du CNCA. Quatre autres plans de surveillance (les salmonelles dans les viandes, les résidus HAP dans les poissons fumés, l'aflatoxine dans les pattes d'arachide et ses dérivés, les salmonelles dans les fruits et légumes) sont en cours de mise en œuvre. Seize normes nationales sénégalaises relatives aux denrées alimentaires ont été élaborées ou mises à jour sur la base des normes Codex.

Toujours dans le cadre de la coopération sud-sud, le projet a permis d'élaborer une stratégie nationale dans chacun des huit pays de l'Union économique monétaire ouest africaine (UEMOA). Les Systèmes SSA nationaux, les capacités de surveillance intégrée de la chaîne alimentaire et les réseaux d'alerte rapide ont été analysés et renforcés.

Chaque pays compte au moins un point de contact INFOSAN (Réseau international des autorités de sécurité sanitaire des aliments). Le Sénégal a six points focaux et leurs suppléants autour du point de contact d'urgence dans chacune des directions techniques logées aux ministères de la Santé et de l'Action sociale, de l'Agriculture et de l'Équipement rural, du Commerce et des petites et moyennes Entreprises, de l'Élevage et des Productions animales, de la Pêche et de l'Économie maritime et aussi de l'Environnement et des Établissements classés.

Éducation nutritionnelle pour les ménages vulnérables

De bonnes pratiques pour un régime alimentaire sain et diversifié



Préparation de la viande salée en suivant des mesures hygiéniques pour la sécurité sanitaire des aliments

Maty Diop est un relais communautaire de la Délégation générale à la protection et à la solidarité nationale (DGPSN). Elle participe à la sensibilisation aux bonnes pratiques alimentaires et d'hygiène pour la prévention de la malnutrition auprès des ménages bénéficiaires du programme de bourse de sécurité familiale dans la commune de Keur Ngalgou, dans la région de Diourbel. Maty fait ce travail dans le cadre du projet «Renforcement de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la résilience des ménages bénéficiaires des bourses de sécurité familiale «Jal-Jeg» mis en œuvre par l'Organisation de Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en collaboration avec la DGPSN.

Avec un paquet de services intégrés sensible à la nutrition (maraîchage, aviculture, renforcement de capacités), la FAO cible, à travers ce projet de

protection sociale, 300 ménages vulnérables dans les communes de Keur Ngalgou, Dinguiraye et Missirah dans la même région. C'est dans le volet renforcement de capacités que Maty a pu bénéficier d'une formation en nutrition organisée par la FAO en décembre 2019 à Diourbel.

Durant six jours, Maty a acquis des connaissances sur les notions de base en nutrition; les bonnes pratiques d'hygiène, de préparation et de cuisson des aliments ; sur l'alimentation du nourrisson, du jeune enfant et des femmes enceintes et allaitantes; sur les causes et les moyens de prévention de la malnutrition ainsi que sur l'augmentation et la diversification de la production.

«Je ne savais pas que la malnutrition pouvait affecter les femmes allaitantes, enceintes et les personnes âgées», soutient Maty. «De retour dans ma commune, j'essaierai d'organiser des séances de sensibilisation pour partager avec ma communauté ce que j'ai appris durant la formation», assure-t-elle.

Des jardins potagers un accès facile aux aliments nutritifs

La formation a été assurée par une équipe de la FAO et un maître formateur du Réseau National des Facilitateurs du Sénégal (RNFS). Maty y a participé avec 21 autres participants composés de 16 relais communautaires du projet Jal-Jeg, trois facilitateurs de Champs-écoles de producteurs (CEP) de la commune de Ngoye, deux animateurs de Club Dimitra de la région de Kaffrine. Ils ont appris à installer un jardin de cuisine en escalier. Un jardin potager aménagé près de la cuisine ou dans l'arrière-cour de la maison facilite la production d'une grande variété de légumes, de feuilles et de fruits pour la consommation du ménage.

Awa Alassane Sow, membre du champ-école agropastoral (CEAP) de la commune de Barkedji, apprécie la gestion facile du jardin. «Je n'ai pas beaucoup d'espace chez moi mais j'ai pu y installer le jardin de cuisine et certaines voisines ont décidé d'en installer aussi chez elles», se réjouit-elle. «Il y'a presque pas d'attaques des cultures. Je n'achète plus certains légumes comme la navet et l'oignon et certaines feuilles comme la menthe», explique Awa.

Abdoulaye Diene, agent technique d'agriculture à

Bambey et facilitateur de CEP, a, lui aussi, trouvé intéressante l'activité liée à la mise en place du jardin en escalier: «C'est simple, efficace et vraiment adapté à tous les types de ménages». «Une fois à la maison, je sensibiliserai tout le monde, à commencer par mon père qui est le chef de ménage pour essayer d'améliorer notre régime alimentaire afin d'avoir une alimentation saine et équilibrée», assure-t-il.



Formation des relais sur la construction d'un jardin potager, Diourbel, Sénégal

Tip tap, le dispositif de lavage des mains pour prévenir des maladies

Les bénéficiaires de la formation ont aussi suivi une session sur l'installation du dispositif *tip tap*. Il permet d'encourager le lavage des mains dans les ménages et dans les champs et de prévenir les maladies et les intoxications liées à l'ingestion de résidus de pesticides. Ce dispositif est fait avec deux bâtons fourchus de deux mètres et deux bâtons droits d'un mètre chacun, une corde, une bouteille d'environ de cinq litres, une ficelle, des gravions et du savon. Les deux bâtons de deux mètres sont placés verticalement et distants de 60 cm. L'un des bâtons d'un mètre, placé horizontalement entre les fourches, sert de support à la bouteille. Cette dernière est reliée au bâton pédale par une corde traversant le trou du capuchon de la bouteille. Au moment du lavage des mains, la personne utilise le savon accroché à côté et l'eau de la bouteille en appuyant sur la pédale.

À l'issue de la session, le maître formateur Modou Fatma Mbow, a rappelé que l'objectif de la formation est d'amener les participants à comprendre les notions de base en nutrition et les stratégies de production agricole pour avoir un régime alimentaire sain et équilibré. «C'est un programme que nous sommes en train d'introduire

dans le curriculum de formation en CEP pour encourager les populations à utiliser les produits locaux, à comprendre davantage les différents groupes d'aliments et leurs intérêts nutritionnels et à pouvoir les utiliser afin d'améliorer leur santé», souligne-t-il.

Intégrer agriculture et protection sociale pour prévenir la malnutrition

Les programmes et projets d'agriculture et de protection sociale sensibles à la nutrition visent à assurer la production, la disponibilité et l'accès à des aliments à haute valeur nutritive, sains, culturellement acceptables, en quantité suffisante et à des prix abordables pour satisfaire durablement les besoins alimentaires et nutritionnels des populations. Ces programmes, accompagnés d'une éducation nutritionnelle soutenue auprès des communautés, contribuent à la prévention des différentes formes de malnutrition, par une promotion de régimes alimentaires sains et équilibrés et des actions essentielles en nutrition chez les femmes en âge de procréer et les enfants de moins de cinq ans.

Cette formation était organisée dans le cadre du projet «Intégration de la résilience climatique dans la production agro-sylvo-pastorale pour la résilience des ménages vulnérables à travers les champs écoles paysans», mis en œuvre par la FAO dans les régions de Tambacounda, Matam, Louga, Kaolack, Kaffrine et Diourbel. Elle est la 3ème session du genre. Les deux premières ont été tenues à Linguère et à Nioro. Ces sessions ont regroupé des facilitateurs de CEP et CEAP, des animateurs de clubs Dimitra et des relais communautaires de la Cellule de lutte contre la malnutrition (CLM).



Formation des relais sur la construction du dispositif de lavage des mains *tip-tap*, Diourbel, Sénégal

Contact information:

Représentation de la FAO au Sénégal
15, rue Calmette x rue El Amadou Assane Ndoye
BP 3300 Dakar/Sénégal
Tél: (+221) 33 889 16 66/ 33 889 16 70/ 33 823 63 30
Email: FAO-SN@fao.org | www.fao.org/senegal
Twitter: [@FAOSenegal](https://twitter.com/FAOSenegal)



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO